

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Mensuel de Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Lurel veut lutter
contre les
inégalités...en
taxant les plus
pauvres*

Page 3

*Btp : le patronat
veut geler les
salaires*

Page 4

*Recobac : 51
travailleurs se
retrouvent sans
travail*

Page 5

*70 ans après
la
départemen-
talisation*

Page 5

CONTRE LA LOI TRAVAIL, IL FAUT AMPLIFIER LA LUTTE !



Contre la loi travail, il faut amplifier la lutte !

Cela fait quatre ans que Hollande est au pouvoir et que le gouvernement, censé être « socialiste » et de « gauche », fait une politique anti-ouvrière. Quatre ans que le patronat, surtout le grand, est choyé quand le chômage et la précarité explosent.

Le patronat a voulu une réforme des retraites ? Il l'a eue, avec l'allongement de la durée de cotisation. Il voulait le droit de baisser les salaires et d'allonger le temps de travail ? Ayrault, alors Premier ministre, le lui a accordé avec la loi sur la compétitivité de 2013. Le patronat voulait des baisses de cotisations et d'impôts ? Entre le CICE et le pacte de responsabilité, Hollande lui en a donné pour 41 milliards.

Et, pour finir en beauté le travail demandé par le Medef, Hollande et Valls veulent maintenant dynamiser le code du travail. Il est grand temps de transformer l'écœurement en colère et en action.

On nous rabâche que le summum de la modernité serait la flexibilité. Mais les loyers, les factures et les échéances des crédits ne sont pas flexibles. Il faut payer, pouvoir se déplacer et nourrir sa famille, que l'on ait du travail ou que l'on soit au chômage ou en fin de droits. Alors, pour les travailleurs, cette flexibilité n'a rien de moderne, elle est synonyme de précarité, de surendettement et de galère à vie.

Travailler 12 heures par jour, 46 heures et même 60 heures par semaine n'est certainement pas moderne. S'épuiser au travail, y perdre sa santé, être licencié au moindre aléa, c'est ce que des générations de travailleurs ont subi avant nous et ont combattu.

Quant au prétendu dialogue social et à la possibilité de déroger aux conventions collectives par accord d'entreprise, c'est aussi un retour en arrière. Car qu'y a-t-il de moderne à ce que les patrons puissent faire leur propre code du travail dans l'entreprise ? Cette légalisation de la loi patronale, c'est-à-dire de la loi du plus fort, c'est le retour au 19^{ème} siècle.

L'ultime chantage des défenseurs de la loi consiste à dire que l'on n'a pas tout essayé contre le chômage. Oui, tout n'a pas été essayé.

On n'a pas essayé d'interdire aux grands groupes de supprimer des emplois par milliers. On n'a pas essayé de répartir la charge de travail et de diminuer le temps de travail, sans baisse de salaire pour faire de la place aux jeunes. On n'a pas essayé de se servir des profits, non pour arroser les actionnaires, mais pour créer des emplois.

Ce projet de loi est une attaque en règle des droits des travailleurs qui frappera tous les salariés. Il faut se battre pour son retrait pur et simple.

Depuis le début de cette mobilisation, le gouvernement a déjà été forcé de baisser d'un ton. Il a tenté vainement de faire diversion en brandissant la promesse d'une garantie jeune et le dégel du point d'indice dans la Fonction publique. Et s'il a lâché du lest sur le plafonnement des indemnités prud'homales, on le doit aux 500 000 personnes qui ont fait grève et manifesté le 9 mars en France.

Mais une journée d'action ne peut suffire. Chaque appel, chaque débrayage, chaque manifestation doit être l'occasion de se rassembler et d'entraîner un, dix, vingt camarades de travail à entrer dans l'action. Les appels à se mobiliser jeudi 31 mars en donneront l'opportunité.

Gouvernement et patronat craignent un réveil de la combativité ouvrière. C'est la preuve qu'il est possible de les faire reculer. La seule condition est d'amplifier la mobilisation et de montrer notre détermination à ne plus céder un pouce de terrain au patronat.

L'État dans son rôle

Jeudi 17 mars le Préfet de La Réunion, entouré des présidents de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers, a présenté au monde patronal les dispositifs de soutien de l'État qui lui sont destinés. Ce sont près de 422 millions d'euros sonnants et trébuchants que l'État apporte annuellement aux patrons, dont 288 millions sous forme de défiscalisation.

La « mesure phare », qu'affectionne particulièrement le représentant de l'État, est le CICE d'un montant de 98 millions d'euros que se sont partagés en 2015 près de 11 500 entreprises. Avec l'augmentation du taux du CICE qui est passé de 7,5 % à 9%, les capitalistes de La Réunion vont avoir droit en 2016 à un petit pactole de 120 millions.

En énonçant le catalogue de mesures dédiées au patronat, le préfet n'a pas omis de parler de la prime à la première embauche, du crédit d'impôt à l'innovation ou encore de la TVA non perçue, cette invention délirante qui consiste à rembourser aux entreprises la TVA dont elles sont exonérées !

Tous ces magots distribués gracieusement aux capitalistes n'ont eu aucun effet sur la création d'emplois. Qu'à cela ne tienne, le préfet pense « *qu'il faut en faire beaucoup plus* ».

Avec un tel État à leurs côtés, les patrons ont des jours radieux devant eux.

Lurel veut lutter contre les inégalités...en taxant les plus pauvres

Le socialiste guadeloupéen Victorin Lurel a remis mardi 15 mars à la ministre des outre-mers et à la secrétaire d'État à « l'égalité réelle » son rapport pour lutter contre les inégalités dans les territoires d'Outremer.

Parmi ses 75 propositions il y a celles qui visent à racketter les travailleurs et les chômeurs par l'augmentation de la TVA de deux points sur dix ans, la transformation de l'octroi de mer en « TVA régionale », la suppression de la prime de vie chère des fonctionnaires, la construction de parkings payants, l'installation de péages, etc. Et tout cela pour mettre en place des mesures favorables aux patrons en instaurant « le zéro charges » sur l'emploi, en mettant en place des fonds abondés par l'argent

pris dans la poche des fonctionnaires, et d'autres mesures de la même eau.

Pour lutter contre la vie chère, Lurel propose d'augmenter le Smic en outre-mer par un « système de compensation » pris en charge par l'État. Il dit aussi vouloir créer un complément de retraite pour ceux dont la pension est inférieure au seuil de pauvreté nationale... mais temporairement !

Le « Big-bang » annoncé par l'ex-ministre de l'outre-mer ne brille pas par sa nouveauté et surtout ne risque pas d'améliorer la vie des classes populaires. Seule la classe patronale en tirera profit.

Canne à sucre : qui va gagner des millions ?

Ça y est, l'État français a enfin transmis à Bruxelles sa proposition d'aide de 38 millions d'euros promis par Hollande lors de sa visite à La Réunion en août 2014, aux acteurs de la filière canne. Cette aide viendra s'ajouter aux 90 millions qu'apporte déjà l'État à cette production.

L'enveloppe supplémentaire devrait aider l'industrie sucrière à passer le cap « difficile » de 2017, date de la fin des quotas sucriers.

Les syndicats de planteurs qui se réjouissent d'ores et déjà de cette nouvelle risquent de voir les millions passer sous leur nez pour aller tout droit dans la poche de l'usinier Téréos.

L'objectif de l'État n'est pas d'aider les vrais acteurs d'une filière, surtout pas ceux qui en auraient le plus besoin, comme les ouvriers agricoles ou d'usine. Il est de soutenir, et en la circonstance de sucrer, les investisseurs et autres actionnaires.

Non à la hausse des impôts

Suite à la décision du maire PS de Saint-Denis d'augmenter les impôts locaux de 3 % cette année, le maire UDI de Salazie a déclaré que dans les trois années qui viennent, la majorité des communes seraient obligées d'augmenter les impôts, car la dotation globale de financement de l'État a diminué de 10 %. Celle-ci a en effet été réduite de 5,2 milliards d'euros en 2014 et 2015 et le sera à nouveau de 3,7 milliards d'euros en 2016.

Ce sont les petites communes, les communes rurales dont les ressources sont limitées que cette décision met aujourd'hui dans le plus grand embarras.

Salazie en fait d'ailleurs partie. Commune de 3 000 habitants, elle dispose de très peu d'entreprises. La plus importante, l'abattoir de Grand Ilet, a fermé ses portes il y a un an. Une majorité de la population en âge de travailler est au chômage. Salazie a été ainsi privée par l'État d'un million d'euros de ressources financières. Suite à cela, plusieurs investissements utiles à la population (écoles, piscine) ont été reportés.

Si le gouvernement a décidé de réduire drastiquement sa contribution au fonctionnement des communes, c'est parce qu'il a vidé les caisses de l'État pour subventionner, à fonds perdus, le patronat. À fonds perdus, car ces aides devaient, aux dires des dirigeants du PS, permettre la relance de l'emploi. Or le nombre des chômeurs n'a jamais été aussi élevé.

Le Pacte de responsabilité, c'est 41 milliards d'euros, le CICE entre 16 et 20 milliards par an. Quand il s'agit d'arroser les capitalistes, Hollande et son gouvernement leur donnent même l'argent qu'ils n'ont plus en caisse, mais quand il s'agit de contribuer au financement des communes dont le budget sert à entretenir les écoles, les routes, les terrains de sports, ils ferment le robinet.

L'augmentation des impôts n'est pas une fatalité contre laquelle il n'y aurait rien à faire. Si la population laborieuse s'organisait et se mobilisait massivement pour exiger de l'État qu'il rétablisse ses financements, il pourrait reculer. Aucun maire ne propose un tel objectif. De droite comme de gauche, ils acceptent tous la politique budgétaire que met en œuvre le gouvernement.

L'IEDOM confirme

D'après la dernière note de conjoncture de l'IEDOM, *« le climat des affaires a connu une amélioration sensible en 2015, avec un bond de 6,1 points »*. *« Les perspectives d'investissements deviennent positives »* et les chefs d'entreprises interrogés (tous secteurs confondus) misent sur une amélioration de leur activité pour le début 2016. Enfin, *« du côté des importations, les entrées de biens intermédiaires et d'équipement sur notre île progressent en lien avec les travaux de la Nouvelle route du littoral et les travaux d'extension du Port Est »*.

Malgré la crise, les affaires des patrons continuent à prospérer et l'argent à rentrer. Une raison de plus pour exiger une augmentation générale des salaires !

DANS LES ENTREPRISES

Btp : le patronat veut geler les salaires

Lors de la dernière réunion des Négociations annuelles obligatoires (NAO), les représentants patronaux de la FRBTP et de la CAPEB ont déclaré que cette année les salaires n'augmenteraient pas. Ils avaient tenu le même discours l'an dernier, invoquant « la crise » et le « coût du travail ». Et de peindre un tableau apocalyptique de la situation dans le bâtiment : 1 100 emplois supprimés, fermetures d'entreprises, programme de construction de logements et grands travaux insuffisant pour relancer l'embauche.

Cette présentation des choses est mensongère. En 2015, l'activité du BTP a augmenté de 4,7 % par rapport à 2014, les entreprises du secteur ont bénéficié de plusieurs millions d'euros grâce au CICE et aux exonérations de toutes sortes. Des millions d'euros ont été rapatriés vers les maisons mères des grands groupes. Ainsi un groupe comme Vinci qui fait deux milliards de résultat net reverse un milliard d'euros à ses actionnaires.

La vérité, c'est qu'aujourd'hui le BTP produit plus avec moins d'ouvriers. Sur le terrain, cela se traduit par une pression renforcée des patrons sur les travailleurs, des heures supplémentaires qui explosent, souvent non payées et, comme on l'a vu en début d'année avec le décès de deux ouvriers chez FEN TP et STMH, par la recrudescence des accidents de travail.

16 000 salariés du BTP concernés par cette fin de non-recevoir ont les moyens, par l'action, de faire bouger les lignes. Ils l'ont fait l'an passé et pourraient le refaire cette année.



Recobat : 51 travailleurs se retrouvent sans travail

Les 51 salariés de Recobat ont perdu leur emploi après la liquidation de leur entreprise, mercredi 16 mars par le tribunal de commerce de Saint-Denis.

Alors qu'il y a un an le patron déclarait que son carnet de commande était plein, il a fini par mettre l'entreprise en faillite. Les travailleurs, dont certains ont plus de trente ans de service, se retrouvent sans emploi. Ces derniers sont aujourd'hui dégoutés par les agissements du patron qu'ils soupçonnent de dévoyer le travail vers des sociétés qu'il a nouvellement créées (Le Quotidien du 17 mars 2016).

Ce capitaliste qui a profité du travail de ses employés, gérât ou cogérât jusqu'à treize sociétés de BTP mais aussi de restauration, de bien être, de sport, etc. Lui qui prétendait ne pas pouvoir payer les salaires de février a trouvé l'argent derechef sous la pression des ouvriers qui ont fait grève pour avoir leur dû. C'est le seul langage que comprennent ces patrons qui, eux, ne risquent pas de se retrouver à Pôle Emploi.

Faites vos comptes !

Sophie Tissier, ex-intermittente travaillant pour la chaîne de télévision D8 dans l'émission Touche Pas à Mon Poste, et qui avait fait irruption le 20 mai 2013 sur le plateau de l'émission pour dénoncer une baisse des salaires imposée par Canal Plus, a fait condamner son employeur à 138 000 euros d'indemnités par la Cour d'appel de Versailles pour « abus de contrats précaires » et « licenciement sans cause réelle ni sérieuse ».

À cette occasion, elle a déclaré que si l'actuelle Loi Travail présentée par le gouvernement était passée, elle aurait touché six fois moins d'indemnités !

LEUR SOCIÉTÉ

70 ans après la départementalisation

Il y a 70 ans, les députés des quatre « vieilles » colonies, dont le Réunionnais Raymond Vergès et le Martiniquais Aimé Césaire, présentaient devant

l'Assemblée constituante française le projet de loi pour faire de La Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane des départements français. Ils disaient espérer que ce changement de statut pourrait faire sortir ces petits territoires de la misère effroyable et de l'état sanitaire catastrophique dans lesquels se trouvait au sortir de la Seconde Guerre mondiale l'écrasante majorité de leur population.



À La Réunion, l'absence de structures médicales et de médecins faisait qu'un enfant sur quatre mourrait avant l'âge d'un an. La plupart des élèves quittaient les bancs de l'école à 12 ans, après avoir suivi les cours dans des classes pouvant atteindre jusqu'à cent élèves, faute d'écoles et d'enseignants en nombre suffisant. Seule une minorité de privilégiés allait au lycée. L'illettrisme touchait la majorité de la population. L'insalubrité des logements et des quartiers, l'absence de politique prophylactique offraient un terrain favorable aux maladies telles que le paludisme, la tuberculose ou la lèpre.

Bien que la loi de départementalisation promulguée le 19 mars 1946 prévoyait que les lois et décrets en vigueur dans la France métropolitaine le seraient dans les nouveaux départements d'outre-mer (DOM) avant le 1^{er} janvier 1947, beaucoup de temps s'écoula avant que certaines lois soient appliquées à La Réunion, comme dans les autres nouveaux DOM d'ailleurs.

Les promesses faites à l'époque se sont vite transformées en « un marché de dupes », pour reprendre l'expression d'Aimé Césaire, si bien que la départementalisation ne fut qu'une nouvelle forme de domination.

Ce n'est, en effet, qu'en 1996 que le Smic réunionnais a rattrapé celui de France et il a fallu attendre 14 ans après sa création pour que le RMI soit en totalité appliqué. Dans les faits, de nombreuses luttes et de fortes mobilisations ont

été nécessaires pour que le rattrapage se fasse, et encore, par étapes et sur plusieurs décennies.

Les gouvernements et la plupart de leurs relais locaux justifiaient ces attermoissements en matière d'alignement des salaires par la nécessité de ne pas mettre les entreprises des DOM en difficulté. Ils refusèrent également l'alignement des allocations familiales au prétexte qu'il existait déjà une parité globale, en fait un fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, le FASSO, loin d'offrir les mêmes prestations que la CAF.

Si ces différences de traitement ont fini par disparaître, persistent aujourd'hui un chômage trois fois plus important que celui déjà élevé de métropole, une perspective d'emploi fermée pour deux jeunes sur trois, un illettrisme qui touche près de 120 000 Réunionnais, des dizaines de milliers de personnes mal logées, des transports en commun notoirement insuffisants.

Cet anniversaire de la départementalisation a été l'occasion pour nombre de politiciens bourgeois, de droite comme de gauche, de proclamer que « *la départementalisation a atteint ses limites* » et qu'il faut changer de cap. Mais les

mesures réclamées pour ce changement ont toutes pour objectif de favoriser le patronat en lui donnant, par exemple, plus de moyens pour développer les échanges économiques avec les pays de la zone Océan indien ou en le libérant de toute cotisation sociale. C'est le « zéro charges » proposée par Lurel, ancien ministre de l'outre-mer. Le monde patronal voudrait aussi que La Réunion devienne une Zone franche globale où les entreprises seraient exonérées de cotisations sociales et fiscales et pourraient appliquer à minima un droit du travail que le gouvernement socialiste s'escrime à démolir. Autre changement espéré : obtenir de nouvelles aides pour investir dans les pays à « bas coût salarial », ce que réclamait Gattaz, le président du Medef, lors de sa venue à La Réunion en novembre 2015.

Pour les travailleurs, il n'y a rien à attendre de tous les discours qui se tiennent en ce soixante-dixième anniversaire. Pour eux, plus que la départementalisation c'est la société bourgeoise qui a atteint ses limites, et ce depuis plus de 70 ans.

NATHALIE ARTHAUD, PORTE-PAROLE NATIONALE DE LUTTE OUVRIÈRE, À LA RÉUNION FIN AVRIL

Nous avons le plaisir d'annoncer à toutes celles et tous ceux qui aspirent à voir renaître une organisation politique qui veut défendre les valeurs du mouvement ouvrier, un vrai parti communiste, que notre camarade Nathalie Arthaud sera dans notre île durant la deuxième moitié du mois d'avril.

Porte-parole de Lutte ouvrière à la suite d'Arlette Laguiller, elle sera présente pendant une quinzaine de jours et profitera de son séjour pour aller à votre rencontre.

Elle aura l'occasion de s'exprimer sur la politique anti-ouvrière du gouvernement lors de réunions de quartier et lors d'une réunion publique dont la date et le lieu seront annoncés ultérieurement. C'est avec plaisir qu'elle répondra aux questions qui lui seront posées sur les objectifs de notre organisation et des moyens de les atteindre, sur notre analyse de la situation économique et sociale à La Réunion, en France et dans le monde.

À bientôt donc !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 9 AVRIL de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 15 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 17 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 23 AVRIL de 8H30 à 10H00**

Pour nous contacter :

Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org